

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

Innocent Assogba (Bénin)
Alan Benjamin (États-Unis)
Colia Clark (États-Unis)
Constantin Cretan (Roumanie)
Berthony Dupont (Haïti)
Ney Ferreira (Brésil)
Daniel Gluckstein (France)
Rubina Jamil (Pakistan)
Apo Leung (Chine)
M.A. Patil (Inde)
Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
Sergio Pineda (Mexique)
Klaus Schüller (Allemagne)
Jung Sikhwa (Corée)
John Sweeney (Grande-Bretagne)
Mark Vassilev (Russie)
Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

NIGERIA

Soulèvement populaire contre les violences policières et l'oppression

Le Nigeria, première puissance économique d'Afrique et pays le plus peuplé du continent, est en proie à un important soulèvement populaire, né début octobre sur les réseaux sociaux pour dénoncer les violences policières, qui s'est mué en un mouvement contre le pouvoir en place.

Si les violences de la Brigade spéciale de répression des vols (SARS), unité de la police connue pour ses exactions, étaient à l'origine du mouvement, les causes de celui-ci sont bien plus profondes. D'ailleurs, la décision du pouvoir de dissoudre la SARS n'a pas entraîné l'arrêt des manifestations.

Bien que producteur de pétrole (dont la quasi-totalité est dans les mains de quatre grandes multinationales : Shell, Total, ExxonMobil et Chevron), le pays ne jouit pas pour autant des retombées et l'économie nigériane est fortement dépendante des recettes pétrolières. De plus, le remboursement de la dette absorbe plus de 60 % des recettes de l'État. Le naira, la monnaie locale, est en chute libre. Entre-temps, le gouvernement fédéral a fait passer la TVA de 5 % à 7,5 %.

Ces données éprouvent sérieusement le quotidien des Nigériens, contraints au chômage et à la pauvreté. Ce tableau déjà peu reluisant se trouve assombri par d'autres facteurs, notamment la fermeture des frontières du Nigeria avec ses voisins, ce qui ne permet pas aux ressortissants tant Nigériens que des pays limitrophes de se livrer aux activités économiques qui, jusque-là, leur permettaient de vivre, et le ralentissement économique dû à la pandémie. Les populations supportent de plus en plus mal la corruption, l'impunité des violences policières et des dirigeants.

Ce qui s'est passé le 24 octobre à Jos, dans le centre du pays, est significatif : les habitants ont découvert d'immenses stocks de nourriture destinés à la population pendant le confinement et jamais dis-

tribués par le gouvernement. « *Pendant le confinement, ils étaient juste en train de cacher cette nourriture. Ça te fait réfléchir sur le genre de gouvernement que l'on a. On a souffert et plein de gens sont morts de faim !* », déclare une habitante de la ville citée par Africanews.

D'autant que le même gouvernement a réprimé les manifestations avec une grande brutalité, le 20 octobre : dix personnes sont mortes au péage de Lekki, au sud de Lagos, quand l'armée a ouvert le feu sur des milliers de manifestants aux alentours de 19 heures. À Alausa, un quartier du centre de Lagos, au moins deux manifestants ont été tués, et un autre gravement blessé, par des tirs des forces de l'ordre.

Après le massacre du péage de Lekki, la direction de la puissante confédération syndicale, le Nigeria Labour Congress, silencieuse jusque-là, a été amenée, le 21 octobre, à prendre position, « *condamnant le meurtre de sang-froid des jeunes et l'utilisation de méthodes autoritaires contre des manifestants désarmés* ».

Pour sa part, dans une déclaration du 24 octobre, le Comité de liaison des trotskystes du Bénin (CLTB), pays voisin du Nigeria, « *salue le combat du peuple nigérian qui fait face aujourd'hui à une féroce répression ; apporte son soutien fraternel au combat actuellement en cours au Nigeria sous l'égide de sa jeunesse, de sa classe ouvrière et des masses exploitées ; affirme que la puissante classe ouvrière nigériane et ses organisations doivent davantage prendre la tête du combat pour en finir avec ce régime qui est au service du capitalisme et de l'asservissement national. Pour la démocratie et la souveraineté nationale, les institutions tant nationales qu'internationales, responsables de la misère du peuple et des travailleurs nigériens, doivent être balayées !* »

De nos correspondants au Bénin

BIÉLORUSSIE

« *L'issue de la lutte contre la dictature dépend de la classe ouvrière* »

Entretien avec un membre du comité de grève de l'usine Remontajstroï de la ville de Soligorsk

Nos correspondants nous ont transmis cet entretien paru le 18 octobre dans le bulletin *Polymia (La flamme)*, qui précise : « *Les yeux des manifestants sont rivés sur les entreprises. Rares sont ceux qui contestent que l'issue de la lutte contre la dictature dépende de la classe ouvrière. Soligorsk, la "capitale des mineurs" (des mines de potasse exploitées par l'entreprise Belaruskali – ndlr) concentre tous les espoirs.* »

Comment a été constitué votre comité de grève ?

Notre usine d'entretien des structures métalliques travaille en sous-traitance pour Belaruskali. Le comité de grève est né de la coordination du syndicat indépendant et d'initiatives de travailleurs qui avaient lu sur Internet comment constituer un comité de grève. Le comité a été constitué bien après le début de la grève, car celle-ci a eu un caractère spontané.

Votre comité de grève représente-t-il la majorité des travailleurs ?

Oui : la majorité de ceux qui, après l'élection présidentielle du 9 août et les protestations qui ont suivi, ont exprimé leur refus de la répression policière (contre les manifestants qui contestaient la réélection du président Loukachenko à plus de 80 % des voix – ndlr). Certains collègues ont reconnu avoir voté Loukachenko, mais étaient indignés par la terreur policière. Avec le temps et le poids de la propagande d'État en boucle à la télévision, il a fallu démentir auprès des collègues que le comité était favorable à des revendications nationalistes et autres mensonges répandus par la télévision officielle.

Quelles sont les revendications des travailleurs ? Ont-ils confiance

dans les dirigeants de l'opposition propulsés par les médias (Tikhanovskaïa, Kolesnikova, Latouchko, etc.) ?

Les revendications du comité de grève sont les revendications démocratiques avancées par toute l'opposition libérale. Lorsque des revendications ouvrières ont été proposées, certains ont dit que ce n'était pas à l'ordre du jour. Les travailleurs ont des avis divers sur les dirigeants de l'opposition libérale mais en règle générale ils ne sont pas très chauds.

Quels sont le rôle des syndicats indépendants et la position du syndicat « officiel » (c'est-à-dire intégré au régime – ndlr) ?

Dans notre usine, le syndicat indépendant, d'une part, et l'encadrement, favorable à l'opposition, de l'autre, ont été l'épine dorsale de l'organisation de la grève. Au début, le syndicat « officiel » ne s'y est pas opposé, car les collègues étaient tous indignés. Le premier jour, le représentant du syndicat officiel de l'usine a voté la grève et nous a même soutenus, s'inscrivant comme gréviste, alors que nous avançons des revendications politiques et que beaucoup maudissaient son syndicat. Plus tard, nous ne l'avons plus revu : les ordres de combattre la grève, tombés d'en haut, étaient passés par là.

Et les autres comités de grève ?

Ils ont été constitués en août dans la plupart des entreprises en grève. Le local syndical était pris d'assaut par les ouvriers qui voulaient qu'on les aide à organiser la grève et à constituer leurs comités de grève. Celui des mineurs de Belaruskali, naturellement, est devenu l'un des plus importants et des plus organisés, et il l'est tou-

jours. Le pouvoir a concentré ses coups contre lui : ainsi, l'un de ses dirigeants les plus actifs, Anatoly Bokoun, a été emprisonné d'abord vingt-cinq jours, puis quinze jours. Pas un dirigeant de comité de grève n'a échappé à la prison ! Malgré la répression, les ouvriers continuent bon an mal an à soutenir la grève. Un tiers des mineurs a refusé de remonter à la surface, s'enchaînant au fond de la mine. Et les mineurs ont récemment formulé, en plus des revendications politiques, des revendications économiques : meilleures conditions de travail et augmentation des salaires.

Quelles sont les perspectives ?

Les perspectives de la lutte ouvrière se sont considérablement améliorées. Il y a quelques mois, « grève » ou « comité de grève » faisaient référence à un passé lointain. Aujourd'hui, tous les travailleurs savent ce qu'est une grève et ils y ont participé. Mais ne nous gargarisons pas : les prochaines grèves, sur des revendications purement sociales, ne seront pas aussi faciles. Car cette grève politique a été lancée, tant par les ouvriers que par l'encadrement. Or, sans syndicats, la classe ouvrière n'est pas organisée et lorsque les revendications ne représenteront que nos propres intérêts comme classe ouvrière, nous trouverons sur notre chemin l'opposition des ingénieurs et des cadres. La capacité des travailleurs à se mettre en mouvement est déterminante : dans le pays, le 7 août, personne ne pouvait imaginer que dix jours plus tard nous serions tous en grève. Notre tâche, comme communistes, est de nous préparer à tout moment à de tels tournants brusques, en utilisant syndicats, organisations et partis prêts à servir les travailleurs. ■

BOLIVIE

« Une véritable victoire du peuple »

Entretien avec une militante ouvrière d'El Alto sur la signification de l'élection présidentielle du 18 octobre.

Comment apprécies-tu le résultat de l'élection présidentielle qui a mis en échec les candidats qui avaient soutenu le coup d'État militaire « made in USA » de novembre 2019 et renversé le président Evo Morales ?

Cette élection est une véritable victoire du peuple bolivien, un vote écrasant contre le régime militaire de droite et raciste de Jeanine Añez, haï par le peuple. Ce n'était pas un vote pour le MAS (1) et ses dirigeants.

La victoire de Luis Arce (candidat du MAS) a surpris l'establishment politique, qui pensait que le vote serait partagé à égalité entre les trois candidats : Arce du MAS, l'ancien président de droite Carlos Mesa et le chef de la région séparatiste d'extrême droite de Santa Cruz (2), Camacho. Ils s'attendaient à une victoire de Mesa soutenu par Camacho au second tour.

Mais ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Arce a obtenu 53 % dès le premier tour, battant ses deux adversaires. Mesa a été forcé de reconnaître le résultat, provoquant la colère de l'extrême droite de la bourgeoisie, qui, de son côté, a prétendu que l'élection d'Arce était frauduleuse et qu'une autre élection devrait avoir lieu.

D'où vient ce résultat ?

On ne peut le comprendre si on ne part pas de la profondeur de l'opposition contre le régime issu du coup d'État de novembre 2019. Une semaine seulement après le coup d'État, l'armée bolivienne a massacré trente-six paysans indigènes qui marchaient de Cochabamba à La Paz pour revendiquer

leurs droits. La présidente autoproclamée, Añez, a abandonné toutes les charges retenues contre les militaires, les exemptant de toute responsabilité pénale. Añez a interdit la Wiphala, ce drapeau multicolore qui représente les peuples autochtones en Bolivie et à travers les Andes. Sa haine raciste, celle de l'élite qu'elle représente, contre le peuple bolivien, s'est étalée jour après jour.

Ajoutez à cela la corruption généralisée du régime. Parmi de nombreux exemples, citons le scandale de l'achat de respirateurs médicaux en Chine. Ils ont été achetés trois fois leur prix (le régime militaire empochant des millions de dollars au passage), mais ils n'ont jamais fonctionné, signe du mépris du régime putschiste contre les couches populaires en cette période de pandémie de Covid-19.

Quelle avait été la réaction des travailleurs, des paysans et de leurs organisations au coup d'État ?

Les mouvements sociaux, dirigés par les *Juntas Vecinales* (conseils de quartier) ont lancé la résistance immédiatement après le coup d'État. Les gens se sont autoorganisés. La confédération syndicale historique, la Centrale ouvrière bolivienne (COB) avait dans un premier temps approuvé l'éviction d'Evo Morales, mais elle a dû ensuite prendre la tête de l'opposition au régime d'Añez et à son gang raciste. En août dernier, le quartier général de la COB a été détruit par des voyous fascistes liés au régime. Ensemble, toutes ces organisations se sont mobilisées pour réclamer une nouvelle élec-

tion présidentielle, qu'Añez a finalement été contrainte, par ce mouvement d'en bas, de convoquer le 18 octobre.

Le 28 octobre, Orlando Gutierrez, secrétaire de la Fédération bolivienne des mineurs (FSTMB), a été assassiné à La Paz. Qui est responsable ?

Ce sont les milices fascistes basées dans la région séparatiste de Santa Cruz. Ils ont pris Gutierrez en embuscade. Il était un partisan du MAS. La situation est inquiétante : des militants syndicaux et politiques opposés au régime du coup d'État ont été menacés par ces milices, enrégées par les résultats de l'élection présidentielle. Nous, militants du foyer de résistance qu'est El Alto, devons être particulièrement prudents.

Le nouveau président, Arce, appelle à une « réconciliation entre toutes les forces sociales en Bolivie », y compris les auteurs du coup d'État militaire...

Encore une fois, le 18 octobre a été une victoire du peuple, pas du MAS et de ses dirigeants. Les syndicats et les mouvements sociaux ne peuvent baisser la garde : ils doivent sauvegarder l'indépendance de nos organisations pour les luttes à venir. ■

Propos recueillis par Alan Benjamin
le 31 octobre 2020

(1) Mouvement vers le socialisme, parti d'Evo Morales, qui a gouverné la Bolivie de 2006 à 2019.

(2) La bourgeoisie blanche de la riche province de Santa Cruz a toujours cultivé des tendances séparatistes, considérant avec racisme et mépris la majorité (d'origine autochtone) de la population bolivienne.